



Au cas où vous n'auriez pas vu Christophe Prudhomme* la semaine dernière en début d'après-midi au magazine de la santé sur France 5, son coup de colère rétabli quelques vérités :

« Osez dire que le gouvernement actuel n'est pas responsable de la pénurie de masques et autres matériels dans les hôpitaux est un énorme mensonge !

En effet qui a décidé de ne pas débloquer les crédits pour maintenir la réserve datant de la grippe H1N1 : Bercy. Et qui était à Bercy à l'époque : Emmanuel Macron ! Ils sont pitoyables à ce jeu du "c'est pas moi qui suis responsable mais c'est mon prédécesseur ».

Mon constat est simple : la dégradation des services publics et des hôpitaux a débuté avec le tournant libéral initié par Thatcher et Reagan aux Etats-Unis et en France avec Bérégovoy relayés par les guignols médiatiques Tapie et Montand.

Depuis, que les gouvernements aient été de "droite" ou de "gauche", la même politique libérale nous a été imposée avec la fermeture massive de lits et d'hôpitaux. Aujourd'hui nous manquons de lits de réanimation mais qui a validé par exemple le Projet régional de santé de la région PACA qui prévoit la fermeture de 13 réanimations !

Qui a fermé, il y a un an, la réanimation de l'hôpital Jean Verdier à Bondy dans mon département, que nous avons pu rouvrir heureusement la semaine dernière car le matériel et le personnels était encore présent ? Les ministres de la santé qui se sont succédés, servilement assistés par une partie des directeurs et des médecins en postes de responsabilité.

Et aujourd'hui, ils viennent pleurer dans les médias, comme le premier de la classe, Martin Hirsch, pour faire appel à la générosité publique pour acheter du matériel et aux retraités pour venir aider le personnel en nombre insuffisant.

Manque de lits et de personnels, ce sont les revendications qui motivent notre grève depuis plus d'un an. Un de ceux qui nous a envoyé paître lorsqu'il était rapporteur du budget de la Sécurité sociale, c'est Olivier Véran qui aujourd'hui essaye de se dédouaner dans ses interventions en tant que Ministre de la santé.

Aujourd'hui nous faisons notre boulot pour assister au mieux nos patients avec des moyens insuffisants. Mais après la crise, il faudra que ces "braves" gens passent à la caisse pour payer car leur responsabilité est clairement établie. »

Et pour notre hôpital, le Covid-19 permettra-t-il d'enterrer le plan d'économie de 3 millions d'€ présenté au Copermo qui devait se réunir ces jours-ci ? Plan dans lequel 15 Equivalents Temps Plein étaient sacrifié-e-s. Où attendent-ils sagement la fin de la crise pour repartir de plus belle, pour en rajouter une couche si le plan est retoqué. Une pensée particulière à tous ces technocrates qui doivent leur promotion à leur contribution et leur participation à la casse de notre hôpital et de la santé en général.

Le Codef réaffirme son soutien à tous ceux qui luttent, depuis des mois, contre la destruction de notre système de santé, et au delà à l'existence même du service public tout entier. Le Codef partage leur colère, leur désespoir et les espoirs qu'ils expriment dans leurs manifestations.

30 Mars 2020

* porte-parole de l'Association des Médecins Urgentistes de France